

Economie, politique. Mal français-3

Retour au chômage – Solutions ?

Le chômage actuel, en France, est l'addition de trois composantes : le chômage structurel qui s'explique par une disparition naturelle d'un certain nombre de jobs due à la progression de la productivité, le chômage additionnel dû à une désindustrialisation galopante et le chômage dû à la crise déclenchée par l'irresponsabilité complète de la finance américaine.

Le chômage structurel est un phénomène ancien qui a débuté dès la fin des trente glorieuses et il est donc incompréhensible que les pouvoirs publics n'aient rien fait depuis ce temps-là pour le comprendre et essayer de trouver des remèdes au problème, en collaboration avec le monde des entreprises et les syndicats. Il y avait un article dans *le Monde* du 22 avril 2014 d'un certain Paul Jorion, économiste et anthropologue, intitulée **La grande transformation du travail**, et qui dit à peu près la même chose que moi. Remplacer le travail humain par la machine, n'est pas mauvais en soi, dit-il, à condition qu'on réfléchisse aux conséquences, que par exemple on taxe les gains de productivité et qu'on en fasse bénéficier les victimes de ce qu'il appelle « *l'ordinisation* ». Demander aux uns de trouver du travail et aux autres d'en créer ne peut que mener à une impasse. La grande transformation du travail mériterait certainement autant d'attention, dit-il, que la transition énergétique.

Le chômage additionnel est lié à la désindustrialisation française qui a eu comme corollaire (ou comme cause, peu importe) la détérioration de notre balance commerciale, la chute de notre export. Là encore personne n'a bougé. Aujourd'hui la France contribue pour 7% à la production industrielle de l'UE et l'Allemagne pour 42%. N'est-ce pas scandaleux ?

Le chômage dû à la crise est la conséquence d'un véritable scandale, d'un crime, du monde financier américain. Il ne faudrait quand même pas l'oublier ! La conséquence d'un libéralisme financier prôné par une certaine droite à la suite du monde anglo-saxon dominant. Il serait quand même logique que les électeurs s'en souviennent. Or il n'en est rien. Aux premières élections européennes qui ont suivi le véritable déclenchement de la crise toute l'Europe a voté à droite. C'est comme si les poules demandaient au renard de les sauver du massacre par ses congénères. Et la gauche de la gauche se gausse de Hollande qui a dit pendant la campagne électorale : la Finance est mon ennemi ; et, maintenant, disent-ils, il collabore avec le MEDEF ! Comme si le monde des entreprises et celui de la Finance étaient les mêmes. Je rappelle quand même l'histoire : depuis fort longtemps les Américains peuvent obtenir des crédits sur trente ans pour acquérir leur maison. Et on leur prête très généreusement, pratiquement 100% de la valeur d'achat. Et voilà que des margouliniens viennent visiter les acquéreurs, leur disent : la valeur de votre maison a augmenté (spéculation !) de 30%, alors on pourrait vous accorder un crédit supplémentaire (de 30%, pourquoi pas ?) et vous pourriez vous acheter plein de jolies choses avec. Et les banquiers qui ont donné ces crédits s'en débarrassent en les émettant dans des produits financiers pas très clairs, cela s'appelle la titrisation, et les répandent sur le monde entier, y compris nos banques européennes (qui n'y comprennent rien, comme d'habitude). Et puis le marché immobilier américain s'écroule, les créances ne valent plus rien. Et voilà une crise mondiale au moins aussi grave que celle de 29, et dont nous souffrons encore aujourd'hui : Memento ! N'oublie jamais !

Les 35 heures. Quand j'ai dit que personne ne s'est jamais occupé sérieusement du chômage structurel, j'ai eu tort, puisque c'était l'idée de Martine Aubry et du gouvernement Jospin. Mauvaise bonne idée. Je me souviens d'une discussion que j'ai eue à Bruxelles avec tout un groupe de fonctionnaires européens français de gauche – c'était mon ami Bernard Langevin qui m'avait demandé de venir – où j'ai essayé de leur faire

comprendre que le nombre d'heures de travail disponible à un moment donné n'était pas quelque chose de fixe, un gâteau qu'il suffisait de partager entre un nombre de convives plus important. Le projet des 35 heures avait eu un grand mérite à l'époque : tout le monde s'y est mis pour trouver des solutions alternatives. Un groupe de travail a été formé chez les Anciens de Centrale ; j'y ai participé, j'y étais même le seul qui venait du monde des PME et je me souviens que beaucoup des membres de mon groupe ont confessé qu'ils avaient été obligés à lancer des plans de licenciement massifs ! J'y reviendrai, à ce groupe de travail (qui n'a d'ailleurs rien donné). En réalité les 35 heures de Martine Aubry n'ont guère eu d'effet conséquent sur la réduction du chômage mais ils ont eu beaucoup de conséquences néfastes.

D'abord la réduction du temps de travail s'est faite sans réduction de la rémunération (alors que je me souviens encore de deux articles parus dans le Monde, de Martine Aubry d'une part, du patron de la FO de l'époque d'autre part, disant tous les deux à peu près la même chose : que craignent-ils donc les patrons, on met seulement la limite à partir de laquelle il faut payer les heures à un tarif d'heures supplémentaires à 35 heures au lieu de 39, c'est pea-nuts !). Or, bien évidemment, personne n'a accepté de gagner moins. D'où, pour l'entreprise, une augmentation immédiate du coût du travail de 10%. Pour le salarié aucune augmentation du pouvoir d'achat, donc aucun effet sur l'économie. Je pense que le salarié a même perdu car beaucoup de patrons, sachant ce qui allait leur tomber dessus (car l'affaire a duré longtemps, ils avaient le temps de s'y préparer), ont freiné au maximum les augmentations salariales, beaucoup restant même en-dessous de l'inflation (ce que j'ai toujours trouvé scandaleux).

Ensuite la réduction du temps de travail a touché tout le monde, cadres compris. Moi j'ai tout de suite pensé que c'était le plus grave dans cette histoire. Dans une entreprise moyenne comme l'était la mienne vous disposez d'un certain nombre de cadres moteurs. C'est avec eux qu'un chef d'entreprise fait avancer les choses. Seul, il n'est rien (c'est comme en politique, ce n'est pas le Président de la République, comme semble le penser la horde des journalistes, qui fait avancer le schmilblick, mais son Gouvernement). J'ai dit combien le produit me semblait important dans la stratégie de survie de l'entreprise. Pour le développer dans les meilleures conditions et puis le lancer sur le marché vous avez besoin d'un chef de bureau d'études, d'un acheteur et d'un ingénieur méthodes pour le rendre compétitif (et d'un chef de production aussi bien sûr), de vendeurs sur le marché national et à l'export, d'un chef comptable et d'un informaticien efficace pour avoir la visibilité financière sur tout cela, etc. Si ces hommes sont trop comptables de leur temps, vous êtes foutu. Quand on a installé les 35 heures dans notre entreprise française et qu'on a demandé à nos cadres de continuer à travailler 39 heures il a fallu leur donner en compensation, en RTT, 7 semaines de vacances au lieu de 5 ! Vous vous rendez compte : un chef de bureau d'études qui part sept semaines ? Le retard que cela implique pour la sortie d'un produit nouveau ? Alors que le marché mondial et concurrentiel exige que vos produits sortent de plus en plus vite !

Autre grave erreur, typiquement française : c'est par la loi que les 35 heures ont été introduites, donc aucune accommodation possible. Quand les syndicats allemands, le puissant IG-Metall, ont obtenu les 35 (ou 36) heures, c'était par un accord entre syndicat et patronat. Une certaine flexibilité restait aux entreprises. Ainsi, dans notre entreprise allemande, on a installé le nouvel horaire pour les ouvriers mais ceux-ci ont accepté une très grande flexibilité, horaires intenses pendant une dizaine de jours puis jour de congé, horaires même supérieures à 40 heures en cas de demande de pointe, travail à la maison pour certains composants électriques (il suffisait de prendre un numéro de TVA), etc. Quant aux employés (la notion de cadre n'existe pas en Allemagne, c'est une notion typiquement française ou latine !) le gérant local a fait des contrats individuels avec chacun d'eux, obtenant, contre une petite augmentation, que tout le monde continue à travailler 40 heures. En France pas de combine possible : c'est la loi ! Je pense qu'à cause du caractère particulièrement autoritaire de Martine Aubry on a raté une bonne occasion de trouver un large accord social sur ce sujet. Le patron du MEDEF, à l'époque, était quelqu'un de plutôt libéral, il connaissait bien Martine Aubry, il était persuadé qu'elle ne passerait pas par-dessus sa tête et en était très choqué par après. Il a

d'ailleurs rapidement donné sa démission. Autre problème aussi insurmontable avec la rigidité de la loi : celui des PME. Quand vous avez trois personnes pour s'occuper de la compta et de la gestion du personnel et qu'ils travaillent soudain 10% en moins, vous faites quoi ? Vous engagez un tiers de personne ?

Je ne suis pas certain que les pays où un véritable travail tripartite Etat-Patronat-Syndicats s'est engagé ont trouvé les solutions idéales (en Hollande le travail à mi-temps a considérablement augmenté et en Allemagne il faut quand même dire que les réformes Schroeder ont créé plus de précarité et de pauvreté) mais ce que je trouve scandaleux qu'en France un tel travail n'a jamais pu être déclenché.

Moi je ne sais pas quelles sont les solutions au chômage. Ce que je sais en tout cas c'est qu'il est complètement irrationnel d'alourdir le coût du travail en le chargeant comme on le fait en France.

Charges sur travail. C'est dans les années 96-97 que j'ai réalisé un important travail sur les charges qui pesaient sur les salaires et appointements dans les 9 pays où nous avions des filiales. Des charges appelées improprement patronales comme si c'était le patron, l'actionnaire qui les payait. C'est l'entreprise et elles ne font rien d'autre que peser sur le coût même du travail ! Mon travail de comparaison était totalement fiable puisque c'était moi-même qui avais imposé le même plan comptable pour tous et défini moi-même ce qui devait entrer dans les différents comptes. Et j'ai été effaré de constater que ce taux était supérieur à 50% en France alors que partout ailleurs il était de l'ordre de 20%. A part l'Italie où il y avait à l'époque un grave problème, difficile à comprendre, relatif aux caisses de pension. Mais dans les autres grands pays industriels nos charges réelles sur la totalité des salaires et appointements (tous les coûts accessoires compris, cantine, tickets repas, cotisations CE, etc.) étaient de 20% au Luxembourg, de 22% en Allemagne, de 17% en Grande-Bretagne, de 25% en Espagne, de 15% aux Pays-Bas, et de 1% au Danemark ! Dans notre entreprise française on arrivait à 52%.

D'où venait la différence ? Essentiellement de charges caisse de maladie plus importantes, d'importantes cotisations de retraite complémentaires et, surtout, de toute une série d'autres cotisations telles que allocations familiales, logement, construction, apprentissage, formation, taxe sur les transports et – à l'époque – taxe professionnelle qui, en général, ne sont pas imposées à l'entreprise dans les autres pays européens mais sont pris sur le budget de l'Etat ou sur l'impôt de tous les contribuables. Sans compter l'incroyable complication, typiquement française, avec tranches, catégories, cas particuliers, etc. qui ont pris dans mon rapport 8 pages de tableaux et trois pages de commentaires dans le cas français, alors que deux à trois pages étaient en général suffisants, à la fois pour les tableaux et les commentaires, dans le cas des autres pays. Si je prends p. ex. le cas de l'Allemagne il y avait, en mars 97, quatre cotisations sociales : maladie, retraite, chômage et soins personnes âgées, deux plafonds cotisables, l'un pour la maladie et les personnes âgées, l'autre pour les retraites et le chômage. Et les pourcentages de cotisations étaient rigoureusement les mêmes pour le salarié et l'entreprise. Facile ! Trop facile pour un Français polytechnicien ou énarque ! Même chose ici au Luxembourg où, en plus, pour alléger les charges, l'Etat prend sur lui les investissements hospitaliers, participe pour un tiers à la Caisse des retraites et que tout contribuable est imposé pour participer à un Fonds pour l'Emploi et est imposé à 1.4% sur ses revenus nationaux pour l'Assurance dépendance!

Bien sûr, aujourd'hui il est bien tard pour changer le système en France. Le budget de l'Etat accuse toujours en déficit trop important et les impôts sont déjà bien trop lourds (sauf les impôts sur les bénéfices des sociétés!) et le transfert de ces charges sur la TVA est socialement injuste. C'est il y a longtemps qu'il aurait fallu transférer progressivement un certain nombre de charges au budget de l'Etat et donc à l'impôt!

Le plus choquant de cette histoire ce n'est pas seulement l'énormité de la chose mais le fait que personne, en France, ne s'intéresse à ce qui se fait ailleurs. Je me rappelle encore la découverte par Edith Cresson de l'apprentissage tel qu'il se pratiquait depuis toujours en Allemagne (et en Suisse, et ailleurs). Ainsi notre filiale allemande qui employait 120 salariés dont une soixantaine d'ouvriers, avait toujours deux à trois

apprentis payés en grande partie par le Land. Et c'est nous qui les formions et c'est encore nous, si l'occasion se présentait, qui en engagions l'un ou l'autre à la fin de sa formation. Mais Edith Cresson, parce qu'elle était incompétente ou parce qu'elle était femme, est rapidement tombée dans la caisse de l'oubli et l'apprentissage à l'allemande avec elle.

La vérité c'est qu'on ne veut pas voir ce qui se passe ailleurs et si quelqu'un le met devant nos yeux on nie la réalité, tout simplement. Ma comparaison je l'ai d'abord commentée au sein du groupe de travail qui avait été créé à l'époque chez les Anciens de Centrale et auquel j'ai participé. Je me rappelle encore le discours de clôture, magistral, que notre glorieux ancien, de la promo 48, Maisonrouge, devenu Vice-Président à l'International d'IBM, où il déclare, ex-cathedra, que les charges étaient à peu de choses près, les mêmes en Allemagne qu'en France, et puis il est sorti de la salle sans me laisser le temps de répondre. Ensuite, comme j'étais Conseiller du Commerce extérieur français, je crois même que j'étais le Président de la section du Luxembourg à l'époque, je l'ai remise au Conseiller économique de notre Ambassade qui l'a fait passer à son Ministre et... bien évidemment je n'ai plus jamais eu le moindre retour à ce sujet. Plus tard encore, j'ai été contacté par un autre glorieux Ancien de la même promo que Maisonrouge, Yvon Gattaz, créateur de Radiall et père de l'actuel Président du MEDEF, à le rejoindre dans l'Association qu'il avait créée, l'Association des Entreprises moyennes patrimoniales (j'y avais quelques droits car j'avais fait, avec d'autres managers du groupe une LMBO où nous étions majoritaires). Là encore j'ai brandi et commenté mon étude. Il y avait là des journalistes, de *l'Usine Nouvelle* entre autres, mais cela ne les a pas intéressés spécialement. C'est le patron, actionnaire principal de Sommer-Allibert, Deconinck, qui m'a contacté après la réunion. Je vais déjeuner avec Martine Aubry, la semaine prochaine, me dit-il, je voudrais lui en parler, de votre étude. Alors je la lui ai remise. Plus tard je l'ai appelé au téléphone et lui ai demandé ce qui en était sorti. Finalement on a parlé d'autres choses et je ne la lui ai pas remise, me dit-il. Encore une fin de non-recevoir !

Et encore tout dernièrement j'ai écrit au *Monde* à ce sujet. Pourquoi revenir encore une fois sur ce problème ? Parce que *Le Monde* évoquait largement la question de savoir s'il fallait appliquer la baisse toute relative des charges finalement décidée par Hollande, indifféremment à tous les salariés ou seulement aux salaires les plus bas. Or ce que m'a montré mon étude c'est que la différence de charges était beaucoup plus préoccupante pour les cadres français que pour les ouvriers. Pour la raison très simple que les salaires des ouvriers allemands étaient 30% supérieurs à ceux des ouvriers français et que, dans ces circonstances le coût de l'ouvrier français restait toujours compétitif par rapport à l'allemand. Mais que pour les cadres, par exemple les chefs de bureaux d'études et de production à âge et formation voisins, la différence n'était que de 10%. Il en était de même de nos vendeurs (équipements mécaniques). J'y voyais un désavantage inquiétant pour les entreprises françaises. C'est ce que j'ai explicité dans ma lettre expliquant pourquoi il me semblait important d'alléger les charges sur tous les salariés sans exception et je les informais des résultats de mon étude passée. Et je leur rappelais qu'eux-mêmes avaient publié, dans leur édition du 20 décembre 2013, l'article d'un certain Jean-Michel Bérard, Président du Directoire d'un groupe d'entreprises de services situées de part et d'autre du Rhin, et qui comparait les coûts salariaux de deux de ses ingénieurs (même âge et même formation), l'un travaillant dans l'unité allemande du groupe qu'il appelait Hans, l'autre dans la française et auquel il avait donné le nom de Jean. Et de cette comparaison il ressortait clairement que les charges sur salaires étaient de 50% pour son Jean et de 18% pour son Hans. Mais cela n'interpelle personne en France, les politiques pas plus que les journalistes. Même ceux du *Monde*. D'ailleurs la rédaction du *Monde* m'a très poliment accusé réception. Et c'est tout...

Dans l'exemple donné par Bérard, l'Allemand avait un salaire brut de 30% plus élevé que le Français (ce qui n'était pas le cas dans mon groupe et à mon époque). Le patron français, constate Bérard, compense à la longue, d'une certaine manière, les charges patronales exorbitantes en comprimant les salaires de ses cadres. Voilà donc encore un dommage collatéral de ce système néfaste.

Retour à Hollande. Rassurez-vous je ne vais pas recommencer à défendre Hollande. Ce qui me choque c'est d'abord que les médias n'arrêtent pas de s'intéresser aux hommes eux-mêmes, leurs travers, leurs faiblesses, leurs ambitions, plutôt qu'à leurs idées et leurs programmes. On est toujours à la recherche d'une petite phrase, le scoop en somme ! Est-ce cela qu'on leur enseigne dans les Ecoles de Journalisme ? Grave ! Même *Le Monde* : quand Hollande nomme Valls Premier Ministre *Le Monde* consacre une page entière à Valls, à l'homme et à ses idées, ce qui est normal et une deuxième page – entière – consacrée au dilemme supposé que cela a dû être pour Hollande de mettre en pleine lumière un possible concurrent pour 2017. Comme si Hollande, qui a peut-être beaucoup de défauts mais qui n'est quand même pas un imbécile, se faisait encore la moindre illusion sur un retour au pouvoir dans trois ans après l'abîme dans lequel est tombée sa popularité ! Même un simple retour de la gauche semble totalement exclu actuellement !

La deuxième chose qui me choque profondément ce sont les attaques infâmes qui viennent de son propre camp, je veux dire du camp de la gauche. Les titres qui ont fleuri récemment dans des journaux ou hebdomadaires qui sont réputés de gauche, *Le Nouvel Observateur*, *Courrier International*, *Libé* (Hollande notre problème, Jusqu'à quand peut-il encore tenir, etc.) sont inimaginables. Imagine-t-on *le Figaro* et *le Point* insulter de cette manière un Président de droite ? La gauche est en train de s'autodétruire. Valls a tout à fait raison quand il met en garde : la Gauche peut disparaître. La gauche a toujours été très morcelée en France : communistes, trotskistes, socialistes, radicaux-socialistes, Verts, etc. Et le PS avait ses courants : marxiste, mitterrandien, rocardien. Rocard l'expliquait par l'Histoire, revenait à l'Internationale, à Guesde (il appelait les marxistes de son parti les guesdistes). Mais on n'a jamais connu de divisions de cette ampleur depuis la fin de la guerre. Même à l'intérieur du PS alors que le PS est au pouvoir. Et les Verts de plus en plus gauchistes. Une gauche de la gauche haineuse et qui ne pèse guère sur le plan électoral. Et ce tribun, ce malfaisant, ce criminel, qui ne travaille que pour sa propre illusoire gloire, qui n'a jamais rien fait, qui a perdu les élections à Hénin contre le FN de manière humiliante et qui ne fait rien d'autre que nourrir le développement du FN. On a pu voir récemment à la télé (chaîne *Histoire*) cet émouvant documentaire dont le titre est **Nous les Communistes**. On nous rappelait qu'aux élections présidentielles le gros et rond nain qui a succédé à Waldeck-Rochet faisait encore 21% des voix, que Marchais n'en faisait plus que 15% et que le pauvre Hue dépassait à peine 3% ! Voilà comment le PC a sombré corps et âmes au grand désespoir de tous ceux qui y ont cru, se sont sacrifiés, ont eu un idéal (la solidarité et le combat). Voilà l'exemple auquel Valls a certainement pensé quand il a parlé de possible disparition de la gauche. Et voilà l'exemple qu'il faut méditer quand on veut s'attaquer à l'irrésistible ascension du parti d'extrême-droite. Alors, parlons-en, du FN.

Le problème du FN. Il faut arrêter de combattre le FN uniquement sur le plan du racisme. Il y a beaucoup de Français aujourd'hui qui n'ont plus peur de se faire traiter de racistes, ou du moins d'anti-arabes. Il n'y a qu'à séjourner quelque temps dans le midi pour se rendre compte que la plupart des gens le sont, anti-arabes ! Sarko, sous influence Buisson, a ouvert les vannes. Des vannes qui ne demandaient pas mieux que de s'ouvrir. De vieux fonds liés à la guerre d'Algérie, des pieds noirs qui ont la rancune tenace, des OAS pas réconciliés, des mythes sur l'immigration (des chiffres complètement fantaisistes), la délinquance qui vient toujours des quartiers (les hautes tours de Vallauris planent comme une ombre malfaisante sur tout le golfe de Cannes). Et, bien sûr, cette vague anti-arabe, alimentée par trois sources à la fois : la peur de la délinquance, celle de l'islamisme et celle d'une immigration perçue comme incontrôlée, se déverse également sur d'autres régions que le midi. Et on se parle. C'est comme un tabou qui est tombé. Quant aux ouvriers qui votent aujourd'hui en grand nombre pour le FN, d'abord ils n'ont pas forcément l'odorat aussi délicat que les intellectuels bourgeois de gauche, humanistes, idéalistes et donc naïfs, et, ensuite, s'ils votent

FN, c'est qu'ils sont à bout, qu'ils ont perdu leurs repères (ceux du PC par exemple) et qu'ils pensent que c'est la meilleure manière d'exprimer leur ras-le-bol.

Je ne dis pas qu'il faut arrêter de fustiger le racisme du FN. Je dis qu'il faut l'attaquer encore beaucoup plus sur son populisme, sa démagogie. Une démagogie qui, typiquement, caresse les gens dans le sens du poil, cultive les mythes qui font peur, et en même temps, présente la solution tout aussi mythique à cette peur et, en un mot, ment grossièrement. Ce sont ces mensonges qu'il faut mettre en lumière. Non, on ne peut sortir de l'Europe. L'Europe, quoi qu'on dise, nous protège. Non, on ne peut sortir de l'Euro. L'Euro est une sacrée avancée : plus de dévaluations à répétition, même monnaie au-delà des frontières, on voyage dans toute la zone Euro avec les mêmes billets de banque, l'Euro devient progressivement une monnaie internationale (et on a encore vu tout récemment comment les USA en profitent du caractère de monnaie super-mondial d'échange qu'a le dollar-roi, en imposant leur loi en-dehors de leur pays et arrivent à faire cracher 7 millions d'Euros à Paribas). Non, on ne peut pas fermer nos frontières, non la France a toujours été terre d'immigration et cette immigration a produit notre richesse et notre diversité. Non, on ne peut pas vivre en autarcie. On a besoin du marché mondial : Astérix est une BD, c'est pas réel. On en a besoin, tant pour notre export que pour nos produits importés qui améliorent notre pouvoir d'achat. Non, on ne peut pas rouvrir nos mines de charbon, etc., etc. Non, tous les politiciens ne sont pas véreux, tous ne se mettent pas l'argent dans leurs poches, ils sont comme tous les humains, comme toutes les autres professions, et comme les politiciens du FN, beaucoup sont honnêtes, et certains ne le sont pas.

Evidemment il ne suffit pas de le dire. Il faut aussi tout faire pour le prouver par les faits. Et le scandale actuel de l'UMP ne va évidemment pas dans le bon sens (mais certains journalistes pourraient peut-être rappeler comment Le Pen père a eu sa fortune et sa propriété de St. Cloud). Il faut que les autres partis évitent la démagogie eux aussi (tout le discours sur Florange niait la réalité économique et était de la démagogie pure). Et il y a beaucoup de choses qui doivent changer sur le plan européen pour qu'on se sente vraiment protégé. Car là aussi, que de conneries n'a-t-on pas faites depuis l'entrée de l'Angleterre dans l'Union ! Sur ce plan là je suis parfaitement en accord avec Rocard, n'en déplaise à Arnaud Leparmentier qui (dans *Le Monde* du 12 juin 2014) s'est permis de le traiter de « *papy politicien* » et de se moquer des « *80000 lecteurs-internautes qui se sont entichés de lui* » (des fans, vieux cons, quoi !). Je me demande depuis longtemps ce que cet ultralibéral, élève des gens de Chicago, fout dans ce journal !

Car il y a autre chose qui produit le vivier du FN : c'est la colère qui gronde. Celle de ces 8 millions de Français qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Celle de tous les exclus, de tous les chômeurs, de tous les précaires, de ceux qui se sentent menacés à leur tour, de ceux qui ont de la famille qui en sont. C'est le gouffre béant qui sépare les plus riches des plus pauvres (Thomas Piketty a pondu un pavé de 970 pages pour constater que la folie des rémunérations et la progression insensée des patrimoines des plus riches menacent gravement nos systèmes démocratiques). Ce que je ne comprends pas c'est que ceux qui ont tous les leviers du pouvoir ne le comprennent pas. Car quand le tsunami se déclenchera il emmènera tout le monde avec lui...

Il y a quelqu'un qui a sorti, il n'y a pas longtemps, un bouquin qui parlait des « *Somnambules* » qui nous ont fait entrer les yeux ouverts, mais aveugles, dans l'horreur de la guerre de 14. Nous avons d'autres Somnambules aujourd'hui, ceux qui ne voient pas venir le réchauffement climatique et ceux qui ne veulent pas voir la destruction de notre cohésion sociale.

Un dernier point qui m'est venu à l'esprit, en regardant **Nous les Communistes** : le PC avait fait un formidable travail social. Associations sportives, occupation des jeunes, colonies de vacances, journaux, etc. Il arrivait à rassembler, à créer un grand esprit de solidarité qui se prolongeait d'ailleurs avec la CGT, à faire des fêtes qui rassemblaient communistes et sympathisants (la Fête de l'Humanité existe encore aujourd'hui alors que le PC n'existe plus). Et, s'il y a bien sûr des raisons multiples pour son déclin, l'une des raisons, l'un des témoins le dit, c'est qu'ils ont perdu le contact. Le contact avec les nouvelles strates sociales qui ont commencé à remplacer le monde ouvrier. Pas perdu le contact, non, ils ne l'ont même pas trouvé, ils ne

savaient comment les prendre. Or, je crois que c'est ce qui arrive au PS. Perdu le contact ? Ou pas trouvé ? En tout cas ce qui est sûr c'est que c'est ainsi qu'ont fait les curés dans le temps, les islamistes en Algérie, les Frères musulmans en Egypte et que fait le FN chez nous. C'est ainsi que l'on se fait des électeurs. Espérons que le nouveau patron du PS le comprendra...

Mais basta ! Je reviendrai une dernière fois à vous pour vous parler d'autres conneries que les françaises, pour vous parler des conneries européennes.

© Copyright Jean-Claude Trutt : Bloc-notes (jean-claude-trutt.com)